



Le 23 janvier 2025

**Bernard GUILHEM**

Président du SIAEPA de la Région d'Arveyres

à

**Monsieur Matthieu DOLIGEZ**

Sous-Préfet de l'Arrondissement de Libourne

Tél. : 05 57 24 00 28  
E-mail : siaepa-arveyres@wanadoo.fr  
Site : www.siaepa-arveyres.fr

**Dossier suivi par :**

- Nicolas EVEN

**Objet :       Projet caserne de gendarmerie et de construction de logements sociaux  
Ressource en eau**

Monsieur le Sous-Préfet,

Suite à notre rencontre du mardi 07 janvier dernier, je me permets de vous adresser des éléments d'information concernant les engagements et les réalisations de la collectivité, que je préside, sur la thématique de la ressource en eau.

Vous avez rappelé que les volumes annuels autorisés toutes unités de gestion confondues pour notre collectivité ont été arrêtés en décembre 2022 à 2 060 000 m<sup>3</sup> et que nos prélèvements actuels s'élèvent à 2 150 000 m<sup>3</sup>.

Le SIAEPA de la Région d'Arveyres s'est engagé dans une politique d'investissements ambitieuse et a initié en 2022 un schéma d'alimentation en eau potable. Ce schéma a permis d'établir un **programme pluriannuel d'investissements (PPI)** sur 10 ans visant à assurer un renouvellement des réseaux les plus fuyards. Cette planification engagée en 2023 prévoit de mobiliser une enveloppe financière de plus de 30 millions d'euros.

Les objectifs sont de réduire drastiquement les volumes de fuite de **250 000 m<sup>3</sup>** grâce à l'ensemble des actions conjuguées décrites dans la note jointe et référencées ci-après :

ACTIONS	MOYENS	VOLUME ECONOMISE
<b>Renouveler</b> les réseaux et les branchements	Appliquer les <b>prescriptions du PPI</b> (détaillées dans la note jointe)	<b>150 000 m<sup>3</sup></b>
<b>Rechercher</b> des fuites invisibles	<b>Sectorisation optimisée</b> grâce à la quatrième phase de mise en œuvre opérationnelle en 2025	<b>20 000 m<sup>3</sup></b>
<b>Optimiser</b> la distribution pour limiter les volumes perdus et protéger au mieux les équipements des contraintes mécaniques	<b>Régulation de la pression</b> par réduction et/ou modulation avec la mise en place des premiers équipements en 2025	<b>20 000 m<sup>3</sup></b>
<b>Permettre</b> aux usagers publics et privés de suivre instantanément leur consommation (alerte en cas de suspicion de fuite, ...) pour intervenir plus rapidement sur les fuites identifiées et ainsi limiter les prélèvements sur la ressource	<b>Télérelève</b> (compteurs d'eau connectés), dont le déploiement sera achevé au premier trimestre 2026	<b>30 000 m<sup>3</sup></b>

<b>Promouvoir</b> les économies d'eau	<b>Acquisition</b> , au sein d'un groupement de commandes piloté par le SMEGREG (Syndicat Mixte d'Étude et de Gestion de la Ressource en Eau du département de la Gironde) dont notre collectivité est membre, d' <b>appareils hydro-économiques</b> qui seront remis gratuitement à nos usagers publics et privés en 2025	<b>20 000 m³</b>
	<b>Sensibilisation des acteurs publics et privés à l'utilisation de ressource alternative</b> (puits ou forages en nappe peu profonde, récupération des eaux pluviales, REUT - Réutilisation des Eaux Usées Traitées, ...) pour des besoins non sanitaires (arrosage de stade, nettoyage de voirie et de trottoir, ...)	<b>10 000 m³</b>

En complément, un **forage de substitution** réalisé dans la nappe alluviale de la Dordogne sur la commune de CADARSAC permettra de diminuer sensiblement les prélèvements dans la nappe éocène à hauteur de **300 000 m³/an**. Ce site a été identifié lors d'une étude réalisée par le SMEGREG en 2011 dont la CLE (Commission Locale de l'Eau) réunie le 03 juin 2013 a émis un avis favorable sur les résultats de cette prospection.

Des investigations complémentaires ont acté la faisabilité technico-économique de cet équipement (qualité de l'eau brute confirmée par analyse et pompage d'essai validant un débit maximum de 40 m³/h pour un investissement de 1 million d'euro) permettant d'engager sa **mise en œuvre** (dossier de déclaration n°056-23) **au début de l'année 2025**.

La **mise en exploitation en vue de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine** sera effective, après l'avis de l'hydrogéologue et l'obtention des autorisations nécessaires, d'ici à la **fin du premier trimestre 2026**.

Le financement de ces actions est assuré par les **recettes de ce service public** composées des redevances perçues auprès des usagers, de l'emprunt délivré par les établissements bancaires et de subventions accordées par les partenaires institutionnels.

L'évolution de la tarification du service public de l'eau potable engagée depuis 2020 (7 du prix TTC de près de 15%) qui va se poursuivre sur les prochaines années prend en considération les **enjeux sanitaires et environnementaux liés à la protection de la ressource** tout en visant à la **satisfaction des besoins permettant le développement du territoire** couvert par notre collectivité et notamment le **projet de caserne de gendarmerie et de construction de logements sociaux à IZON** (représentant 150 à 200 habitants générant une consommation annuelle de 10 000 m³ d'eau).

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à ces éléments d'informations et je vous prie de croire, Monsieur le Sous-Préfet, à l'assurance de mes plus respectueux sentiments.

**Le Président**

**Bernard GUILHEM**

*Pièce jointe : Note technique et financière – Économies d'eau*

Copie à Monsieur le Président de la CALI, Monsieur le Maire d'IZON, Mesdames et Messieurs les Représentants de la DDTM et Monsieur le Chef d'Escadron du Groupement de Gendarmerie Départementale de la Gironde